

Ford Blanquefort: un groupe de travail mis en place pour réindustrialiser le site

19/03/2019 à 17h14



Nationalisation temporaire? "Je serais très populaire, mais est-ce que l'Etat a vocation à produire des boîtes de vitesse?", a répondu Bruno Le maire - AFP

Le ministère de l'Economie a mis en place un groupe de travail pour réindustrialiser le site de Ford Blanquefort. 850 salariés sont directement concernés par la fermeture du site.

Un "groupe de travail pour la réindustrialisation du site" que Ford va fermer à Blanquefort, près de Bordeaux, a été mis en place mardi au ministère de l'Economie, a-t-on appris de source syndicale.

"L'objectif, c'est de remettre très rapidement une activité industrielle sur le site en conservant un minimum le collectif de travail" car dans l'usine, "il n'y a pas juste des compétences individuelles, mais des compétences collectives", a déclaré à l'AFP Philippe Poutou, délégué CGT.

Ce groupe de travail, installé par "l'ensemble des collectivités territoriales, le ministère de l'Economie et les syndicats", tiendra sa "première réunion jeudi à Bordeaux", a précisé Philippe Poutou. "On espère que tout le monde va jouer le jeu", a ajouté l'ex-candidat du NPA à la présidentielle, qui plaide pour "des réunions hebdomadaires" de cette instance.

Alors que Ford a obtenu début mars l'homologation de son plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) pour les 850 salariés du site girondin de boîtes de vitesses, "il faut trouver une nouvelle activité très rapidement, créer les conditions d'une perspective plausible d'ici à octobre (et la fermeture prévue de l'usine, ndlr), finaliser un accord entre le groupe et les pouvoirs publics pour obtenir plus d'argent et récupérer les terrains, les bâtiments et les machines", a détaillé Philippe Poutou.

20 millions d'euros pour réindustrialiser

Le "gros du travail" devra être réalisé avant l'été, a-t-il souligné, en souhaitant que "les pouvoirs publics fixent les règles" face au constructeur automobile américain "pas du tout coopératif".

Début mars, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire avait annoncé que Ford verserait 20 millions d'euros pour réindustrialiser le site, en plus d'une somme non précisée pour sa dépollution et du coût du PSE. Fin février, Ford avait rejeté la dernière offre du seul repreneur en lice, le groupe strasbourgeois Punch-Powerglide.

Au moment où se tenait cette réunion à Bercy, environ 80 salariés de la métallurgie et de l'industrie automobile étaient rassemblés à l'appel de la CGT devant le siège de l'UIMM (patronat de ces secteurs), à Paris, pour "dénoncer tous les plans de fermeture et de licenciements injustifiables et scandaleux", a constaté une journaliste de l'AFP.

"La disparition de l'industrie amène la misère sociale dans les territoires. Ce qui nous inquiète, c'est la disparition de l'outil industriel. On veut que l'Etat maintienne l'activité" des sites en difficulté "en attendant un repreneur", a expliqué Stéphane Fléreau, secrétaire général adjoint de la CGT-Métallurgie.

Anne-Katell Mousset avec AFP